

<http://lipietz.net/La-Fondation-Copernic-a-la-croisee-des-chemins>

La Fondation Copernic à la croisée des chemins

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mardi 18 janvier 2011

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

La Fondation Copernic à la croisée des chemins

Pour discuter ce texte, utilisez le forum ici : <http://lipietz.net/?breve413>

Même si je suis resté silencieux, le débat sur la liste d'animation de la Fondation Copernic à propos de l'invitation à cosigner un texte avec plusieurs autres fondations (texte préparé par Patrick Viveret) m'a paru fort instructif. Je m'en suis tenu à une certaine réserve car, soutien de la fondation Copernic depuis l'origine, je n'ai été invité à participer à son bureau que depuis quelques mois. On se doute que mon avis aurait été positif, mais j'approuve la proposition du secrétaire général de décliner l'invitation : à l'évidence la question n'est pas mûre pour les anciens de Copernic.

Cependant cet épisode a révélé une certaine ambiguïté dans le positionnement de Copernic et même dans son autodéfinition. Cette difficulté naît à mon avis de la grande crise actuelle du capitalisme, mais révèle des fragilités internes et plus anciennes de Copernic, qu'il vaut la peine d'examiner, car ce type d'épreuve surgira de plus en plus souvent. Le débat sur « avec qui signons-nous ? » masquait un débat sur « qui sommes nous ? »

Copernic est née « contre » la Pensée Unique accompagnant la consolidation en France du modèle de développement libéral-productiviste. Ce modèle étant alors dans sa phase triomphante, le positionnement était relativement simple : on était pour, ou l'on se révoltait (on « s'indignait », comme on dit maintenant).

Je venais d'écrire une synthèse sur ce nouveau modèle de développement capitaliste ([La société en sablier](#)), et mon soutien allait de soi. L'avant-propos de ce livre tirait d'ailleurs à boulet rouge sur la complicité d'une partie de l'intelligentsia de gauche avec la mise en place du nouveau modèle. On sortait de l'affrontement « Bourdieu versus Touraine » à propos de la réforme des retraites, et plus profondément l'action pernicieuse de la Fondation Saint-Simon (lancée en 1984 par l'émission *Vive la crise* sur la Seconde chaîne, et relayée par les tenants du social-libéralisme - l'aile gauche du modèle : *Libération* et *Nouvel Observateur*) était, si j'ose dire, arrivée à bon port.

On n'en est plus là, et une nouvelle émission de télévision, *Fric, krach et gueule de bois. Le roman de la crise* (11 janvier 2011), cette fois pilotée par le président de la Fondation Jean Jaurès, Daniel Cohen, ex-potere operaïste devenu social-libéral, à nouveau sur France 2 et à nouveau soutenue par *Libération*, en est à nouveau le signe. La crise du modèle libéral-productiviste redistribue les cartes. Il ne suffit plus de dire qu'on est « contre ce modèle », il faut commencer à débattre de « pour quoi on est », qu'est-ce qui nous tient le plus à coeur dans la période, et quels sont nos amis et nos ennemis. Or, une partie des tenants du social-libéralisme répudie aujourd'hui ce modèle dorénavant en crise, l'exemple le plus spectaculaire étant le tête-à-queue de Jacques Julliard. Ces hommes, ces femmes, ces ex-« seconde gauche » (que les plus jeunes d'entre les lectrices/eurs se réfèrent, [à propos de ce concept un peu désuet, ici](#)), sont-ils pour autant nos alliés, non pas au sens où ils devraient être accueillis dans la Fondation Copernic, mais où du moins ils seraient considérés comme des partenaires avec qui causer, dans le combat final contre le libéral-productivisme ?

J'inclinerais à répondre oui, parce que justement ce combat final n'est pas gagné, et parce que, nous y reviendrons, il existe des solutions étatiques réactionnaires à la crise du libéral-productivisme. En rejetant l'invitation de P. Viveret, la Fondation Copernic se pose avant tout un sérieux problème à elle-même : qu'est ce qu'elle veut au fond ? Discuter « entre soi », ou lutter pour la conquête de l'hégémonie culturelle dans la définition du futur modèle ?

Et attention. Personne n'aura la naïveté de penser que Copernic refuse le débat institutionnalisé avec d'ex

sociaux-libéraux afin de « conserver sa pureté idéologique », déjà fort compromise. Je suis mal placé pour le dire, ayant été peut-être recruté par erreur (d'où, je l'ai dit, ma réserve avant que le débat ne soit tranché), mais après tout Caroline Mécary, ouiouiste de 2005 et élue régionale Europe-Ecologie, est depuis belle lurette présidente de Copernic ! Si Copernic, qui se sait et se veut diverse, se cabre devant « l'ouverture », c'est qu'elle a des doutes sur sa propre « délimitation ». Et cette cause interne résonne avec la cause externe (la crise du modèle libéral-productiviste) : la nouvelle période impose des regroupements à la fois plus larges (avec d'anciens adversaires) et plus précis (puisqu'on va devoir passer de « contre quelque chose bien connue » à « pour quelque chose inconnue ».)

La délimitation officielle de Copernic est l'anti-libéralisme. Bien. Mais d'abord est-elle entièrement assumée ? Se dire « anti-libéral » et pas « anti-capitaliste », c'est admettre que plusieurs modèles de capitalisme se sont succédé ou ont coexisté dans le temps, qu'un autre capitalisme est possible (et souhaitable). Certes, des anti-capitalistes peuvent participer à une coalition anti-libérale, en espérant démontrer à leurs amis (petits-bourgeois ?) qu'on ne peut être anti-libéral sans être anti-capitaliste. Vu la quasi-disparition de notions telle que « la transition » sur la scène intellectuelle française (y compris dans Copernic), il est cependant un peu surprenant que l'on trouve dans le débat qui vient d'avoir lieu au sein de Copernic des traces de telles positions. Ces traces me semblent des vestiges, des fossiles de position antérieures qui surgissent dans le paysage, comme un remords, au détour du chemin, plutôt que de véritable archaïsmes théorisés.

La plupart des membres de Copernic sont « anti-capitalistes » en ce sens qu'ils n'aiment pas l'exploitation de l'Homme par l'Homme, mais ne pensent pas sérieusement que l'objectif de leur lutte, disons à l'échelle de la décennie qui débute, soit l'abolition du salariat ou du moins, en une première étape, la dictature du prolétariat... Mais leur combat est anti-libéral, en ce sens qu'ils combattent CE modèle de développement qui, triomphant depuis les « années fric » (les années 80) entre en crise aujourd'hui. Et la preuve qu'ils admettent que certains capitalismes sont plus désirables que d'autres, c'est qu'ils combattent la « baisse de la part du salaire dans la valeur ajoutée » et la « remise en cause des acquis » du modèle précédent (celui de 1945-1975, le « fordisme »). Voir à ce sujet [mon débat avec le NPA](#) .

Ensuite, moi je ne considère pas que le modèle en crise soit simplement « néo-libéral », mais « libéral-productiviste ». Et sa crise est tout autant écologique qu'économico-sociale (cf <http://lipietz.net/spip.php?article2417>). Cela ne m'a pas empêché de participer au lancement de Copernic avec des camarades qui n'étaient pas écologistes (mon parti, les Verts, participait alors à un gouvernement qui ne l'était pas non plus...) Toutefois, au fur et à mesure que la question de l'alternative se fera urgente (urgence non pas rhétorique mais bien concrète, car, contrairement à une réforme sociale, une réforme écologiste n'a pas les mêmes effets selon la date à laquelle on la réalise), la différence entre une sortie écologiste et une sortie social-productiviste de la crise (par exemple : keynésienne de gauche) deviendra significative et évidente. C'est la raison pour laquelle, fin 2010, j'ai été atterré par « l'Appel des économistes atterrés » et j'ai, cette fois, refusé de le signer. Ce qui était excusable en 1998 (l'oubli de la question écologique) devient ridicule, voire scandaleux. Le front intellectuel que représente Copernic est peut-être déjà trop large...

Enfin, ne serait-il pas temps de s'interroger sur ce qui signifie pour nous... « libéralisme » ? Dans la mesure où, dans le débat politique, pour les médias et pour les masses, « libéralisme » a fini par remplacer « capitalisme », ce mot tend à signifier maintenant « bas salaires, précarité, surplus économiques accaparés par une poignée d'hommes ». Or un tel tableau s'accorde tout à fait avec de nombreuses dictatures dirigistes, y compris feu l'Union Soviétique. En tant que fondation à visée intellectuelle critique, Copernic ne peut se permettre de telles approximations. Le taux d'exploitation n'est une caractéristique ni du libéralisme ni de son contraire, qui n'est pas le socialisme, mais le « dirigisme ». Le libéralisme est un type de modèles de développement capitalistes où la régulation par le marché l'emporte sur la régulation politique.

L'alternative au libéral-productivisme sera nécessairement plus dirigiste, mais tous les dirigismes ne sont pas bons à

prendre. Les plus anciens d'entre nous ont commencé leur carrière et leur militantisme politique dans un monde où un Etat pouvait décider d'assécher la Mer d'Aral pour produire du coton. Où, en France même, le prix de l'essence et de la baguette étaient fixés en conseil des ministres, et une réponse purement nucléaire à la crise énergétique fut imposée, y compris militairement, par un service public de l'énergie monopoliste d'Etat. Comme l'expliquait déjà Karl Polanyi à la fin des années 30, la crise du libéralisme classique appelait une « Grande transformation » dans le sens du dirigisme, mais celui-ci pouvait prendre la forme du fascisme, de la sociale-démocratie ou du stalinisme.

Naturellement, aucun membre de Copernic ne se pense fasciste ou stalinien. Les hétérodoxes de l'Entre-Deux-Guerre non plus, mais comme l'a montré Zev Sternell, leur forme acritique d'anti-libéralisme n'a guère préparé l'opinion publique française à résister aux séductions du fascisme et de stalinisme, les secondes étant en un sens beaucoup plus graves, car avec les crimes du stalinisme c'est la grande espérance du socialisme qui sera condamnée par l'histoire du XX^e siècle.

Je sais que certains membres de Copernic admirent Maurice Merleau-Ponty. Il ne serait pas inutile en ce moment de relire ensemble Merleau-Ponty, car le stalinisme d'aujourd'hui est aussi différent de celui d'hier que le fascisme d'aujourd'hui l'est de celui d'autrefois.

Par ailleurs la crise du libéralisme appelle certes une régulation politique, mais à quel niveau géopolitique une telle régulation peut-elle s'exercer ? La crise antérieure d'un libéralisme (celle des années 30) avait une réponse évidente : l'Etat Nation. Dès la crise du fordisme (et de la sociale-démocratie), dans les années 70, ce cadre n'était plus suffisant. Dès les années 2000, il était devenu évident que seuls des espaces économiques « encapsulés » dans des espaces politiques continentaux suffisamment fédéralisés (USA, Chine, Inde, Brésil, Russie) obéissaient encore à une politique macroéconomique et régulatrice, les autres devant considérer comme une donnée le cadre économique dicté par le Marché. À moins de 200 millions d'habitants, t'as plus rien, du moins tu n'es plus en situation keynésienne. Comme l'a montré la première phase de l'expérience Mitterrand en 1981-2, les effets de l'intégration économique transnationale sont si puissants qu'ils condamnent à l'échec toute politique économique nationale d'un « pays moyen ».

Le souverainisme national n'est alors que le masque, conscient ou non, du libéralisme. Rétablir la capacité du politique à « peser » sur l'économie implique soit de prendre des mesures très énergiques pour « recentrer » l'économie sur l'espace national, soit au contraire prendre des mesures énergiques pour élargir l'espace politique de décision à l'échelle de l'espace géographique déjà intégré. En 1984 (dans *L'audace et l'enlisement*) je plaçais encore les chances de la première stratégie. Vingt ans après, on n'y peut plus penser. C'est pourquoi j'ai combattu systématiquement tous les traités accélérant l'intégration économique européenne sans approfondir l'intégration politique (Maastricht, Amsterdam), et a fortiori Nice qui la faisait reculer. Et j'ai, pour la même raison, combattu pour les traités faisant progresser, si peu que ce soit, la capacité de décision politique collective à l'échelle européenne : TCE, Lisbonne. (Attention, hein, je parle de la capacité ! Un traité ou une constitution peut interdire une politique dirigiste, mais c'est la majorité élue qui décide ou non d'exploiter les possibilités qui lui sont ouvertes.)

Que ces deux derniers traités soient moins libéraux que les trois précédents, aucun économiste (marxiste ou keynésien) ne pouvait le nier sérieusement, après une demi-journée de lecture les comparant article par article. Je comprends tout à fait que des « révolutionnaires » préfèrent cependant appeler à voter pour le maintien de Maastricht-Nice, afin de ne pas nourrir des illusions sur la perfectibilité du capitalisme. Mais cette tactique a un coût (l'alliance objective avec les courants souverainistes nationaux et ce qu'ils charrient) et ses avantages sont douteux. En tout cas, le boulot d'une Fondation à caractère intellectuel critique est plutôt de comparer objectivement un traité en vigueur et le traité proposé pour le remplacer, en laissant chacun en tirer ses propres conclusions politiques.

Bref, des questions essentielles (posées en fait par André Gorz il y a près d'un demi-siècle !) sont maintenant sur la

table, qui ne peuvent plus être masquées par la seule référence à l'anti-libéralisme. Ces questions, d'autres que nous se la posent, et qui partagent nombre de nos valeurs, même si leurs choix furent différents dans le quart de siècle écoulé. Le dialogue avec eux me semble nécessaire et ne pourra plus être éludé.

Alain Lipietz